

**Convention collective**

IDCC : 9541. – **EXPLOITATIONS DE POLYCLTURE ET D'ÉLEVAGE  
(MEURTHE-ET-MOSELLE)**  
**(29 avril 1977)**

(Etendue par arrêté du 26 décembre 1977,  
*Journal officiel* du 14 février 1978)

■ *Journal officiel* du 17 janvier 2008

**Arrêté du 9 janvier 2008 portant extension d'un avenant à la  
convention collective de travail concernant les exploitations de  
polyculture et d'élevage du département de Meurthe-et-Moselle  
(n° 9541)**

NOR : AGRF0800670A

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu les articles L. 131-3 et L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu l'arrêté du 26 décembre 1977 portant extension de la convention collective de travail du 29 avril 1977 concernant les exploitations de polyculture et d'élevage du département de Meurthe-et-Moselle et les arrêtés successifs portant extension des avenants à ladite convention ;

Vu l'avenant du 10 juillet 2007 à la convention susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 25 septembre 2007 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les dispositions de l'avenant n° 75 du 10 juillet 2007 à la convention collective de travail du 29 avril 1977 concernant les exploitations de polyculture et d'élevage du département de Meurthe-et-Moselle sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de ladite convention, à l'exclusion des termes « ou pédagogiques » figurant au quatrième tiret du premier alinéa de l'article 1<sup>er</sup> (Champ d'application) de ladite convention, tel qu'il résulte de l'article 1<sup>er</sup> de l'avenant susmentionné.

Le dernier alinéa de l'article 3 (Horaire de fin de journée) de la convention, tel qu'il résulte de l'article 1<sup>er</sup> de l'avenant susvisé, est étendu sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 713-6 du code rural qui fixent le régime juridique du paiement des heures supplémentaires.

L'article 4-2-1 (1<sup>er</sup> mai travaillé) de la convention, tel qu'il résulte de l'article 1<sup>er</sup> de l'avenant susvisé, est étendu sous réserve du respect des dispositions de l'article L. 222-7 du code du travail.

L'article 4-2-2 (Autres jours fériés travaillés) de la convention, tel qu'il résulte de l'article 1<sup>er</sup> de l'avenant susvisé, est étendu sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 713-6 du code rural qui fixent le régime juridique du paiement des heures supplémentaires.

L'article 5 (Repos quotidien et hebdomadaire) de la convention, tel qu'il résulte de l'article 1<sup>er</sup> de l'avenant susvisé, est étendu sous réserve du respect des dispositions de l'article L. 714-1-I du code rural aux termes desquelles le repos hebdomadaire est d'une durée de 24 heures, auquel s'ajoute le repos quotidien de 11 heures.

## **Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'avenant visé à l'article 1<sup>er</sup> est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

## **Article 3**

Le directeur général de la forêt et des affaires rurales est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 janvier 2008.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur du travail  
chargé de la sous-direction  
du travail et de l'emploi,  
J.-P. MAZERY*

*Nota.* – Le texte de cet avenant a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2007/36, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,80 €.